

Réponse de GRDF à la consultation publique n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux d'électricité « TURPE 6 »

A titre liminaire, GRDF tient à souligner que l'évolution prévisionnelle¹ de la pointe électrique globalement décroissante sur les 15 prochaines années, ne paraît pas cohérente avec les signaux envoyés au cours des derniers mois par les pouvoirs publics en matière d'évolution du mix énergétique :

- Le plan d'éradication du chauffage au fioul d'ici 2028, annoncé par le gouvernement fin 2018 et suivi de la mise en place d'une aide financière significative (la prime CEE « coup de pouce chauffage ») au remplacement des anciennes chaudières par des systèmes de chauffage performants, dont les pompes à chaleur électriques, pourrait tirer vers le haut la pointe électrique hivernale dans les années qui viennent^[1].
- Les orientations données par le gouvernement sur la future réglementation environnementale qui devrait s'appliquer dans la construction neuve à partir de l'été 2021 traduisent son intention de renforcer la part du chauffage électrique. Une révision à la baisse du facteur d'énergie primaire de l'électricité et du contenu CO₂ du chauffage électrique ont ainsi d'ores et déjà été actées.
- L'introduction progressive dans la réglementation (obligation d'économies dans le secteur tertiaire, seuil caractérisant les logements à consommation énergétique excessive, etc.) d'indicateurs de performance énergétique des bâtiments exprimés en consommation d'énergie finale, faisant donc fi de la consommation d'énergie liée à la production, au stockage et au transport de l'électricité intervenant en amont des bâtiments, devrait accélérer les transferts vers les solutions de chauffage électriques.
- Enfin, la feuille de route tracée par les pouvoirs publics au travers de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), adoptée par décret le 21 avril 2020, propose une vision d'un mix énergétique fortement électrifié en 2050, y compris pour le chauffage des bâtiments. Une étude réalisée par le cabinet Artelys pour le compte de l'association Coénove^[2] montre que la réalisation du scénario de référence de la SNBC se traduirait par une hausse de la pointe électrique « à une chance sur 10 » de 12 GW en 2050 par rapport à aujourd'hui. Le cabinet Carbone 4 envisage quant à lui dans une publication portant sur ce sujet^[3] une stagnation de la pointe décennale d'ici à 2030, et une hausse de 9 GW en 2050, par rapport à son niveau actuel.

^[1] On peut estimer que chacune des 2,8 millions de résidences principales chauffées initialement par un chauffage central au fioul et passant à la pompe à chaleur électrique contribuera à un accroissement de la pointe hivernale de l'ordre de 2 kW, soit 5,6 GWh en cumulé (l'équivalent de 4 tranches nucléaires).

^[2] Cf. <https://www.coenove.fr/nos-travaux/etudes/snbc-dans-le-residentiel-un-meilleur-scenario-est-possible>

^[3] Cf. <http://www.carbone4.com/publication-pointe-electrique/>

Dès lors, l'absence de visibilité pour l'ensemble des parties prenantes sur l'évolution du mix, des coûts de production, de transport et de distribution génère des incertitudes très fortes, notamment pour les consommateurs amenés à réaliser des investissements importants en matière de rénovation énergétique.

Dans ce contexte, GRDF est favorable au rééquilibrage amorcé par la CRE en faveur d'une augmentation de la part puissance au détriment de la part énergie, ainsi qu'au renforcement du contraste heures pleines/heures creuses.

GRDF regrette toutefois le rôle limité de la CRE dans le contrôle des tarifs réglementés de vente d'électricité, ceux-ci ne reflétant que de manière très imparfaite les tarifs TURPE et leurs évolutions. A fin 2019 (source observatoire des marchés CRE du 4^{ème} trimestre 2019), près de 24 millions de sites résidentiels (~72%) bénéficient encore des TRV électricité. GRDF s'interroge en conséquence sur la

¹ graphes présentés en figure 3 de la Consultation Publique, basés sur le Bilan Prévisionnel de RTE de 2017

dilution du signal prix donné par le TURPE et les moyens dont dispose la CRE pour améliorer la visibilité donnée aux consommateurs sur les évolutions du prix de l'électricité et de ses composantes énergie/puissance à moyen – long terme.

Enfin, GRDF tient à réaffirmer que la soutenabilité des tarifs de l'énergie à long terme passera par un mix énergétique équilibré, conservant une place significative aux gaz renouvelables dans les logements neufs et dans les logements existants, notamment via la conversion des anciennes installations au fioul comme cela a pu être discuté dans le cadre des discussions tarifaires ATRD. Avec l'essor du biométhane, ces orientations sont tout à fait compatibles avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

GRDF approuve les principes généraux identifiés par la CRE. GRDF note qu'ils sont en cohérence avec ceux applicables dans le domaine du gaz.

GRDF est en particulier très attaché au principe d'efficacité présenté dans la consultation publique. Une tarification qui reflète les coûts engendrés par la couverture de chaque usage de l'électricité permet en principe non seulement d'optimiser le fonctionnement du système électrique, mais également celui du système énergétique dans son ensemble, en éclairant les choix de conversions entre énergies pour les usages substituables.

Les critères de lisibilité, faisabilité et acceptabilité représentent des contraintes, qu'il faut naturellement prendre en compte, mais qui peuvent s'avérer en contradiction avec le principe d'efficacité. En effet, un découpage plus fin des signaux tarifaires pourrait recueillir l'assentiment du consommateur, qui se verrait récompensé par l'adaptation de son comportement aux signaux tarifaires, même si cette évolution contribuait à complexifier le dispositif tarifaire.

Par ailleurs, si l'acceptabilité des mouvements tarifaires doit être prise en compte, GRDF, pour les raisons évoquées en introduction (dilution du signal tarifaire dans les TRVE) s'interroge sur les conséquences réelles sur le comportement des consommateurs de hausses trop lissées dans le temps, ne donnant pas la bonne incitation lorsque ces derniers sont amenés à réaliser des choix d'investissements dans leur installation ou de rénovation énergétique.

Question 2 Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

En premier lieu, la distinction entre la méthodologie d'affectation des coûts d'infrastructures (liés à la pointe) et des coûts annexes (au prorata des quantités consommées) semble pertinente, car elle permet de mieux refléter les coûts engendrés par chaque utilisateur du réseau en fonction de son profil de consommation électrique.

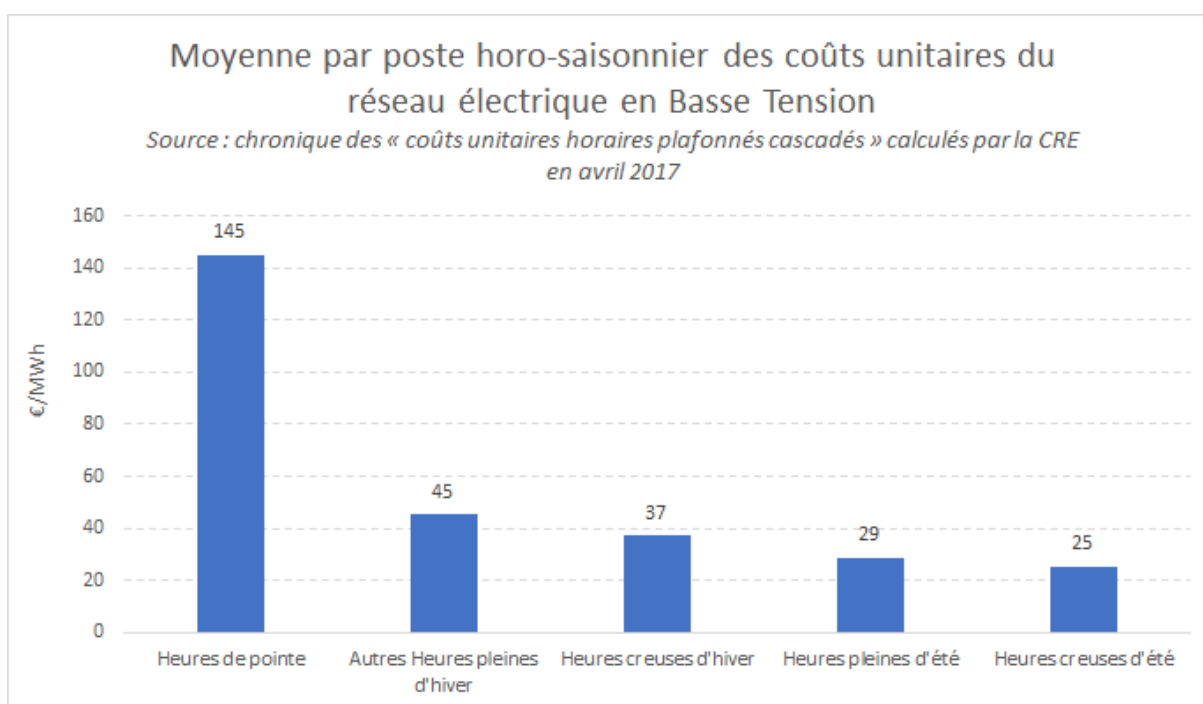
La nouvelle méthode apparaît en outre plus corrélée à la réalité des coûts et moins normative que la méthode précédente, grâce à l'étude des coûts à l'échelle de poches de réseaux dont découlent les coûts marginaux de long terme.

S'agissant des coûts d'infrastructures, GRDF encourage les propositions décrites dans la consultation publique qui vont dans le sens d'une meilleure prise en compte de la contribution des clients à la pointe de consommation. A ce titre, l'augmentation des ratios entre les coefficients d'été et les coefficients d'hiver ou encore la meilleure prise en compte de la puissance maximale d'utilisation dans le calcul des tarifs vont dans le bon sens pour inciter les consommateurs à modérer leurs usages en heures de pointe hivernales.

Du point de vue du consommateur et au regard des nouveaux usages (véhicule électrique par exemple), ces évolutions sont par ailleurs vertueuses car elles encourageront à répartir les consommations sur les périodes creuses lorsque cela est possible.

En revanche, pour les clients du domaine BT<36 kVA, le découpage en 4 postes tarifaires ne permettra de refléter qu'imparfaitement l'horo-saisonnalité des coûts, et sera insuffisante pour valoriser les solutions de flexibilité de la demande électrique aux heures de pointe. A l'instar de la pompe à chaleur hybride (système couplant une PAC électrique avec une chaudière fonctionnant en appoint avec un combustible comme le gaz naturel), de telles solutions existent, mais peinent à se développer dans la mesure où le prix de l'électricité à la pointe reste très inférieur à son coût réel. Cette situation, avérée sur la dimension de la fourniture, se vérifie également sur la part réseau.

Les chroniques de coûts unitaires horaires du réseau publiées par la CRE en avril 2017 permettent d'illustrer le décalage entre le niveau des coûts calculés sur les heures de pointe du point de vue du réseau, définies dans le graphique ci-dessous comme les heures pleines des 22 jours de l'hiver pour lesquels les coûts sont les plus élevés (définition cohérente avec celle des heures pleines "rouges" du tarif réglementé Tempo), et les autres heures de l'année.



Dans le contexte du déploiement de Linky, qui permettra aux fournisseurs de proposer des offres de prix reflétant mieux la structure des coûts du système électrique, GRDF suggère que l'introduction pour le domaine BT<36 kVA d'une option "pointe mobile", ou à défaut, d'une option à 5 postes horo-saisonniers incluant un poste de pointe fixe, soit étudiée, et fasse l'objet d'une expérimentation.

En lien avec les principes énoncés précédemment, ces évolutions devront se faire de manière lisible et avec des impacts tarifaires acceptables, quitte à éventuellement faire appel à des mécanismes de lissage.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

GRDF n'a pas d'avis particulier à exprimer sur ce point dans la mesure où les évolutions proposées respectent les principes énoncés par la CRE.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT>36 kVA ?

GRDF n'a pas d'avis particulier à exprimer sur ce point dans la mesure où les évolutions proposées respectent les principes énoncés par la CRE.

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Dans la mesure où le système a été développé, GRDF pense qu'il serait pertinent de conserver cette option afin de favoriser une juste répercussion des coûts liés à la pointe de consommation électrique, et une revalorisation des solutions de flexibilité.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

GRDF est favorable à la généralisation des options à 4 plages temporelles et aux modalités de mise en œuvre envisagées par la CRE dès lors qu'elles prennent suffisamment en compte la situation des clients et des opérateurs de distribution.

En effet, GRDF émet une réserve sur le fait qu'avec le dispositif décrit, les clients n'ayant pas encore été équipés de compteurs LINKY devront supporter une hausse tarifaire significative sans qu'ils en soient responsables.

Par ailleurs, GRDF note que le calendrier de déploiement Linky pour les ELD est très différent de celui d'ENEDIS.

Enfin, si elle était restreinte aux clients ayant le choix de conserver une offre 2 plages, la majoration tarifaire pourrait être plus prononcée pour renforcer le caractère incitatif à souscrire une nouvelle offre à 4 plages temporelles. En effet, au regard de la situation sur le portefeuille de clients gaz, une incitation de quelques % sur la part acheminement de la facture ne semble pas toujours de nature à déclencher une optimisation tarifaire systématique de la part des fournisseurs.

Moyennant ces réserves, GRDF n'a pas de remarque sur l'objectif de calendrier affiché dans la consultation publique.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT≤36 kVA ?

Au vu des éléments fournis, les impacts semblent acceptables pour la plupart des consommateurs et aller dans le sens des orientations affichées précédemment, c'est-à-dire un renforcement des incitations pour les clients très modulés en pointe (chauffage électrique peu performant ou avec une mauvaise isolation).

Cependant, compte-tenu des impacts qui peuvent être très différents dans le cas de profils de consommations spécifiques, Il serait utile de disposer de simulations pour d'autres types de consommateurs (exemple : PAC électrique, davantage de catégories de petits professionnels, etc...).

Par ailleurs, au-delà de l'impact sur le profil moyen de consommation, il aurait été intéressant de simuler l'impact dans des cas extrêmes (ex : pointe de froid), car la nature des évolutions renforce les écarts dans des scénarios atypiques. Ces études de sensibilité semblent utiles pour estimer l'impact cumulé sur plusieurs années et juger de l'utilité d'éventuels mécanismes de lissage à mettre en œuvre.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

GRDF considère indispensable le maintien d'options dérogatoires tant qu'il y aura des consommateurs non-équipés de compteurs évolués indépendamment de leur volonté. Ces options ne devraient pas être pénalisantes pour ces consommateurs par rapport aux offres à 4 plages temporelles.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

La poursuite de la relève à pied pour un faible nombre de consommateurs résiduels à la fin du déploiement des compteurs évolués génère une hausse significative des coûts unitaires de relève résiduelle compte tenu de la perte d'optimisation des tournées et de la nécessité de maintenir un processus ad hoc d'intégration des données de consommation dans les SI.

Dans ce contexte, GRDF partage la nécessité de faire supporter ces coûts aux clients ne disposant pas de leur fait d'un compteur évolué.

Pour autant, les clients pour lesquels la pose d'un compteur évolué n'a pas été possible, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ne devraient naturellement pas être pénalisés par cette tarification spécifique.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

GRDF ne voit pas d'inconvénient à permettre une adaptation du positionnement des heures creuses, sous réserve que la mise en place ne génère pas de surcoût disproportionné au regard des bénéfices attendus.

Si une telle disposition devait être mise en œuvre, il faudra par ailleurs veiller à ce qu'elle respecte le principe de lisibilité pour le consommateur, s'assurer qu'il puisse avoir connaissance des heures applicables à sa situation pour optimiser son comportement en conséquence.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

GRDF s'était déclarée favorable à cette proposition dans la réponse à la consultation publique de mai 2019, au titre du bénéfice envisageable sur la pointe de consommation.

Si les arguments listés en termes de complexité de mise en œuvre et de besoin d'études complémentaires semblent tout à fait recevables pour justifier le report de ce dispositif à la prochaine période tarifaire TURPE 7, GRDF estime cependant que sa mise en place serait à même d'encourager le développement de solutions hybrides en permettant de valoriser les déports d'appel de puissance sur les heures de pointe. Une mise en œuvre à mi-période tarifaire serait donc préférable à un report de 4 ans.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

GRDF partage l'analyse de la CRE : cette règle doit être maintenue, elle a vocation à limiter les possibilités d'arbitrages intra-annuels par les clients et les fournisseurs, sans constituer un frein réel à l'ouverture des marchés.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

GRDF n'a pas de commentaire sur cette question à ce stade.